

Le gouvernement prêt à lâcher (un peu) de lest aux fonctionnaires

Par Cécile Couzel - Publié le 24/01/2019



Crédits photo : Sébastien SORIANO/Le Figaro

Après la crise des «gilets jaunes», l'exécutif est enclin à accéder à quelques revendications de la CFDT. Mais la réforme de la fonction publique sera maintenue.

La réforme de la fonction publique, qui vise notamment à accroître le nombre de contractuels ou à augmenter [la prime de départ](#), aura bel et bien lieu. Le calendrier a simplement été décalé de quelques semaines: la présentation en conseil des ministres aura lieu fin mars, histoire de laisser passer le Grand débat. «Le texte est dans la phase prévue de concertation institutionnelle avec les partenaires sociaux», a déclaré le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux à l'issue du Conseil des ministres.

Cette réforme a suscité des débats au sein du gouvernement, certains ministres la jugeant peu opportune en cette période de tensions sociales. Preuve tout de même que le mouvement des «gilets jaunes» a laissé des traces, l'exécutif est prêt à lâcher un peu de lest en direction des syndicats réformistes de fonctionnaires, CFDT en tête. Ainsi, la question de la structure de la rémunération (part fixe, primes...) ne sera pas abordée dans le projet de loi. «Cela aurait été surréaliste, alors que la réforme des retraites est en chantier», explique Mylène Jacquot, de la CFDT fonction publique.

Autre point important pour les réformistes: l'exécutif est prêt à regarder comment renforcer le dialogue social de proximité et à rendre certains accords sociaux obligatoires. Cela pourrait se faire via des ordonnances, à l'issue d'une phase de concertation avec les syndicats. Enfin, la question des modes de recrutement des fonctionnaires (meilleure organisation des concours, prise en compte des candidats issus de la diversité etc...), et de l'attractivité des métiers devrait être mise sur la table.

«On reste vigilant», estime toutefois Mylène Jacquot. Et d'autres syndicats sont eux franchement en opposition. Ainsi la CGT n'ira pas vendredi aux vœux d'Olivier Dussopt, le secrétaire d'État à la fonction publique.

Revendications autour du pouvoir d'achat

Mais c'est surtout la question du pouvoir d'achat qui braque les syndicats. Tous, à l'exception de FO, ont lancé une [pétition](#) pour demander notamment le dégel du point d'indice qui sert de base au calcul de la rémunération. À l'Éducation, un mouvement similaire mais hors syndicats, celui des «stylos rouges», réclame la même chose.

Pour l'instant, le gouvernement s'est contenté d'accorder des augmentations aux policiers et une prime aux agents des impôts aux prises avec le prélèvement à la source. Il est vrai qu'une hausse de 1% du point d'indice coûte 2 milliards d'euros par an aux finances publiques.

Par Cécile Couzel